

Reprint des *Cahiers pour l'histoire de la recherche*, CNRS Editions, 1995

## ***Le mouvement pour l'expansion de la recherche scientifique, 1954-1968.***

Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC

*A la charnière de la IV<sup>ème</sup> République et de la V<sup>ème</sup>, le Mouvement pour l'expansion de la recherche scientifique a joué un rôle moteur en tant que société de pensée et groupe d'influence. Constitué à partir de 1954 autour de Pierre Mendès France et consolidé sous la forme d'une association au début de 1959 (l'A.E.E.R.S.), il a cherché à faire naître une doctrine et à stimuler la maturation de l'opinion éclairée en faveur d'une politique de l'enseignement supérieur scientifique et de la recherche. Il a curieusement contribué à la préparation des décisions qui ont consacré, à partir de 1958, la nouvelle politique de la recherche.*

*Henri Laugier est l'homme qui a assuré le lien entre une première génération de scientifiques et d'organiseurs de la recherche avant la guerre (J. Perrin, J. Zay,...) et une nouvelle de chercheurs (A. Lichnérowicz, J. Monod,...) qui, dans la France des années 1950, entreprennent de bâtir une nouvelle politique de la science.<sup>1</sup>*

Il faut se replacer entre 1953 et 1956 et prendre en considération deux composantes : la personnalité de Pierre Mendès France, l'apparition d'une génération de jeunes scientifiques et de patrons de choc dans certaines industries de pointe.

Mendès France entendait reprendre le flambeau de Jean Perrin et de Jean Zay. Sa déclaration ministérielle de candidat à l'investiture à la présidence du Conseil, en juin 1953, contient déjà un paragraphe sur la nécessité d'une recherche scientifique puissante. Quand il arrive au pouvoir en juin 1954, il institue un secrétariat d'État à la Recherche scientifique, reprenant la tradition de Léon Blum, et le confie à Henri Longchambon. En septembre 1954, Mendès et Longchambon créent un Conseil national de la recherche scientifique, dont les 120 membres sont nommés avant la fin de l'année 1954. Longchambon est doté de crédits de fonctionnement sur le budget de Matignon, crédits qui lui permettent du moins de subsister en vivant.

J'ignore si Pierre Mendès France connaissait les propos de Jean Zay en matière de recherche scientifique. Jean Zay, en tant que ministre de l'Éducation nationale, sous le Front populaire, avait prononcé plusieurs discours sur le thème

---

<sup>1</sup>On trouvera ici des Extraits d'un exposé inédit recueilli le 26 juin 1986 au cours d'un séminaire du CRHMSS (Paris I).

de la recherche scientifique, dans un style déjà très "mendésiste". Mais indiscutablement l'homme qui a fait le pont entre les années trente et ces années cinquante est Henri Laugier. C'est lui qui a assuré le passage du flambeau entre les hommes qui avaient créé le CNRS et ceux qui allaient instituer la premier vrai ministère de la recherche sous la Vème République, le Comité des sages et la Délégation à la recherche scientifique et technique. Laugier était un superbe combattant de la science et de la démocratie, le champion de toutes les causes généreuses ; c'était un homme merveilleux, entraînant, d'un courage fantastique et gai. Il avait ce tempérament d'animateur enthousiaste que les témoins attribuent à Jean Perrin, même s'il n'était pas un scientifique de même calibre. C'était un lutteur, curieux de tout, tiers-mondiste, ami de Picasso, collectionneur de peintures. Il avait ses passions ; mais il n'aimait ni l'administration, ni la gestion. C'était avant tout un éveilleur d'idées, extraordinairement réceptif et curieux des êtres. Il consacrait une grande partie de son budget à inviter des gens à déjeuner chez lui, chaque jour. Il avait été associé à quantité de projets, le Palais de la Découverte par exemple; il avait, en 1939-1945, soutenu l'idée d'un char de combat lourd et insubmersible et en avait parlé à de Gaulle. A la fin des années 1950, je l'ai vu se passionner pour le projet Mohole qui consistait à forer de grands trous dans la terre pour tenter d'atteindre le magma. Il s'est battu pour la création d'un Biotron. A la fin de sa vie, il a voulu faire créer un institut des relations inter-ethniques. Henri Laugier se battait sans cesse pour toutes les causes de progrès !

On connaît son parcours de guerre, de Londres à Montréal et New York, puis à Alger. A la Libération, il a persuadé de Gaulle de créer une direction des Relations culturelles, dont il a été le premier directeur. Puis, il a été premier Secrétaire général adjoint français des Nations Unies, chargé des questions sociales. Il connaissait alors déjà Mendès France. A chaque fois que ce dernier, représentant la France au Conseil économique et social, venait à New-York, il voyait Laugier. Quand Mendès France s'est approché du pouvoir, c'est Laugier qui lui a dit l'importance d'une politique scientifique pour l'économie et de rayonnement du pays. C'est Laugier qui lui a ensuite conseillé de prendre Longchambon comme secrétaire d'État ; et à ce dernier, de prendre le mathématicien André Lichnérowicz, tout jeune professeur au Collège de France, dans son cabinet. Laugier avait été fasciné par Lichnérowicz lors d'un exposé sur les structures universitaires en 1951 ou 1952, Lichnérowicz ayant la capacité de ramener les choses à l'essentiel et de les exposer avec une espèce de clarté d'évidence.

En matière de politique scientifique, Laugier était jacobin, volontariste. Il était très fier du CNRS dont il avait été le premier directeur, mais il a toujours considéré que cet organisme tout seul ne suffisait pas. Il pensait que la recherche était un enjeu politique de toute première importance, mais que, par ailleurs, en France, l'administration étant incapable de se réformer elle-même, il fallait placer au dessus d'elle un pouvoir de décision politique. C'est le message qu'il adresse en 1956 au premier colloque de Caen, d'une rédaction vigoureuse et carrée, comme tout ce qu'il faisait : *"Les organismes de recherche pure ou appliquée, distribués dans tous les départements ministériels, vivent une vie compartimentée et cloisonnée, dans un isolement intellectuel désastreux, auxquels les liaisons improvisées n'apportent qu'un remède dérisoire. La conquête des crédits*

*s'effectue dans une foire d'empoigne concurrentielle permanente, dont les arbitres sont en fait, soit des fonctionnaires subalternes des Finances, soit des votes parlementaires de hasard. Tant que la situation restera telle, on versera des fonds tous les jours croissants, sinon dans un véritable tonneau des Danaïdes, tout au moins dans un système où les frottements internes, les lacunes, les doubles emplois et la dispersion anarchique d'initiatives improvisées, assurent un gaspillage certain des crédits et des efforts."* En fait, au milieu des années 1950, c'est la première mention de l'"enveloppe recherche", ce budget de la recherche publique qui sera créé par la Cinquième République quelques années plus tard.

Mendès France était tout à fait séduit par les idées de Laugier, mais il les a recadrées dans une logique de croissance et de redressement français.

### **Une nouvelle génération de scientifiques**

Le deuxième acteur de la rénovation dans cette période est un groupe de jeunes scientifiques, traversés par un profond malaise. A trente-cinq ou quarante ans, ils étaient au mieux maîtres de conférences ou professeurs sans chaire, et se trouvaient brimés par des titulaires de chaire qui ne leur laissaient pas voix au chapitre. Le cadre de ces chaires était extrêmement vieillot. Le futur prix Nobel, Jacques Monod, pouvait dénoncer la situation choquante de la biologie : il y avait partout des départements de zoologie et de botanique alors que les disciplines postérieures au début du XIX<sup>ème</sup> siècle n'étaient pratiquement pas représentées dans les facultés des sciences (où l'on ne comptait qu'une chaire de physiologie, une de génétique et deux de chimie-physique). En fait, toute la biologie moderne était concentrée à l'Institut Pasteur. Monod rappelait encore qu'à la première session d'examen de 1955, il n'y avait pour toute la France que huit personnes inscrites au certificat de génétique. Il avait fallu le CNRS pour créer le Centre de génétique moléculaire (à Gif), le phytotron et pour faire démarrer le Centre d'étude des macromolécules de Strasbourg.

Des problèmes différents se rencontraient du côté de la physique. On trouvait par exemple que le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) accaparait les crédits. Il est très caractéristique de retrouver des physiciens aux côtés des biologistes dans ce mouvement rénovateur. Puis sont venus des gens d'autres disciplines, souvent nouvelles, comme la sociologie. A l'époque, il y avait deux chaires de sociologie en France, et la seconde était toute récente. Jean Stoetzel, qui occupait une des ces deux chaires, faisait valoir partout, à la stupeur de ceux qui l'écoutaient, qu'il fallait enseigner les mathématiques dans les facultés de droit et les facultés des lettres! Ce qui n'était pas possible, vu la séparation des facultés. Se sont donc agrégés aux scientifiques quelques sociologues, des géographes en porte-à-faux entre facultés des Lettres et facultés des Sciences, et des économistes brimés par les juristes.

Au lendemain de la guerre, un certain nombre de ces jeunes chercheurs avaient été en Amérique : Jacques Monod, le physicien Louis Weil de Grenoble.

Ils avaient été fascinés par les commodités qu'on y trouvait. Monod, pourtant très à gauche (il est resté communiste jusqu'en 1948) était stupéfié par la liberté du climat comme par la pratique du mode d'élection du chef de département dans les universités américaines. Et par la possibilité de gérer directement les crédits, sans être obligé de négocier sans cesse les ordres de mission. Certes le CNRS avait pu pallier certaines inerties du système universitaire français, mais il ne pouvait pas en modifier les structures. Il faut se souvenir qu'à partir du début des années 1950 le ministère de l'Éducation nationale a été submergé par l'explosion scolaire et que tous les crédits et toutes les énergies étaient requis pour le second degré. L'administration avait du mal à suivre la demande et l'exaspération était grande devant l'absence de moyens administratifs, le temps perdu, le gaspillage. Les doyens subissaient des conditions de travail misérables : ils n'avaient pas de secrétariat, ils devaient surveiller eux-mêmes leur comptabilité... Au ministère, les locaux étaient consternants. Le secrétariat de la direction de l'Enseignement supérieur avait un bureau où se tenaient face à face les deux fonctionnaires qui recevaient les doyens. Ils étaient entourés de classeurs métalliques tellement bourrés qu'on ne pouvait pas en fermer les tiroirs...

L'idée d'un colloque s'est amorcée de la manière suivante. Ma femme travaillait au C.E.A., où se trouvait aussi Etienne Bauer qui avait été le directeur de cabinet de F. Joliot-Curie. Il était le fils d'Edmond Bauer, un physicien théoricien collaborateur de Jean Perrin, il avait épousé la fille de Pierre Auger et il était à "tu et à toi" avec Francis Perrin. Etienne Bauer était camarade de Résistance de Jacques Monod et il connaissait les doléances de ce dernier en matière de recherche, comme celles d'André Lichnérowicz. Un jour, il dit à ma femme : *"qu'il faudrait que Mendès fasse quelque chose pour la recherche scientifique"*. Je l'ai rencontré et j'en ai parlé à Mendès France. Celui-ci s'intéressait beaucoup à la recherche scientifique, je l'ai dit, mais en outre une telle demande lui paraissait constituer une excellente occasion de rassemblement national. Réfléchir à une politique de la science, cela dépassait les luttes de partis. Quand il était devenu président du Conseil, Mendès France m'avait pris à son cabinet pour m'occuper d'abord d'études sur les relations internationales, puis sur les questions d'éducation. Il a été renversé dans les circonstances que l'on sait en février 1955 et c'est à l'automne que notre affaire a démarré. Je suis retourné au cabinet de Mendès France au début de 1956, lui était devenu ministre d'État. C'est à sa démission qu'il m'a fait entrer chez René Billères, ministre de l'Éducation nationale, où je suis resté de 1956 à 1958. Billères pensait surtout à la réforme de l'enseignement secondaire et moins au supérieur. Mais c'était un esprit très ouvert. Dans son cabinet, il y avait aussi Raymond Poignant, un homme remarquable, qui a fait adopter la création des I.P.E.S. ainsi que l'instauration de la "prime de recherche" dans l'enseignement supérieur. Il y avait aussi le futur prix Nobel Jean Dausset, alors agrégé de médecine dont nul n'ignore le rôle dans la préparation de la réforme Debré (trilogie soins-enseignement-recherche instaurée en 1958 avec la création des Centres hospitaliers universitaires).

Le colloque de Caen a été préparé alors que j'étais au cabinet de Mendès France, puis à celui de Billères. Au début, tout se faisait en petit comité, puis des groupes de travail se sont formés. Nous en avons parlé à Gaston Berger, directeur des Enseignements supérieurs, à Henri Longchambon, responsable du Conseil supérieur de la recherche et à Gaston Dupouy, directeur du CNRS. Berger était

bloqué dans le développement des sciences humaines, auquel il tenait beaucoup. Il n'avait ni crédits, ni possibilités d'action. Aussi accueillit-il volontiers une manifestation qui pouvait l'aider. La préoccupation de Dupouy était la décentralisation de la recherche. Quant à Longchambon, il avait besoin de troupes. Tous les trois nous ont donc reçus favorablement, mais sans se commettre.

Lors d'une réunion préparatoire du colloque, Longchambon m'avait dit : *"Il faut mettre les industriels dans le coup"*. C'est ainsi qu'est entrée en jeu la troisième composante du mouvement pour l'expansion de la recherche scientifique. En fait, au début, nous n'avons pas eu beaucoup d'industriels, mais plutôt des chefs de services de recherche dans les industries. Louis Armand était un personnage de poids à l'époque. Mendès France l'estimait beaucoup, il lui avait offert d'être ministre en 1954, ce qu'Armand avait refusé, mais ils étaient restés en très bons termes. Or Armand était le patron du "clan polytechnicien". Dans les groupes de travail que nous avons constitués, s'est posé très vite le problème de Polytechnique. Il y avait un antagonisme. Lichnérowicz était très méfiant à l'égard de l'X, Monod aussi. Bauer nous a amené de jeunes X du C.E.A. qui, eux, étaient déchaînés contre la rigidité de Polytechnique. Quelle position fallait-il prendre? Je suis allé voir Armand pour lui dire :

*"On fait un colloque, il faut que vous y veniez, Mendès France y tient beaucoup. D'autre part, il y a un "problème Polytechnique". Polytechnique dévitalise la recherche française..."*

*- C'est entendu, je viendrai à Caen. Mais je ne peux pas suivre votre affaire, il faut que Jean Ulmo s'en occupe [Ulmo était l'un de ses hommes de confiance pour les questions scientifiques]. Mais je vais vous dire mon point de vue. J'estime beaucoup l'Université, mais elle est un grand corps mou rempli de cartilages alors que Polytechnique forme le noyau dur de la Nation. La France est un pays qui peut se diluer tous les cinq ans, elle a besoin de socles solides. Alors, jusqu'à ce que vous l'ayez remplacé par autre chose, ne cassez pas Polytechnique".*

Ce sont les jeunes X du C.E.A. qui ont fait un certain nombre de propositions limitées sur les programmes de Polytechnique, les équivalences souhaitables avec les diplômes universitaires, la nécessité d'une "botte recherche", etc... Outre le clan des jeunes X et Armand en coulisse, nous avons eu quelques industriels. Quelques centres techniques professionnels commençaient à être créés en sidérurgie et en fonderie. André Cheradame, qui dirigeait le centre de recherche des Charbonnages de France (C.E.R.C.H.A.R.) était un X à la fois conservateur et réformiste, homme de bonne volonté et de bon sens en tout cas. Il a été l'agent d'Armand pour la réforme de Polytechnique dont il a été nommé directeur des Études.

Et puis nous avons rencontré deux patrons très ouverts, très soucieux d'un renouveau scientifique : Jean Landucci, le P.D.G. de Kodak-France et Maurice Ponte, agrégé de physique qui venait de prendre la direction de la C.S.F. Landucci était Corse, un petit homme pot-à-tabac, très vivant. Il avait présidé une commission du Plan (1953) où il avait démontré que la France manquait de techniciens supérieurs : on en formait à l'époque trois fois plus en Allemagne qu'en France, or on ne pouvait faire ni recherche, ni ingénierie, sans techniciens supérieurs. Leur formation était un problème en marge de la recherche, mais qui est resté constamment sous-jacent à nos préoccupations pendant quinze ans. La promotion supérieure du travail que Louis Weil a montée à Grenoble, était conçue

à la fois dans une perspective démocratique et en vue de former ces fameux techniciens supérieurs. Landucci aimait répéter que : "*dans la recherche industrielle, il faut un peu de blue sky research*" ce qui signifie, expliquait-il, que si, dans un laboratoire industriel, quelqu'un vient vous trouver en vous disant : "J'ai une idée", il faut laisser faire, même si cela a l'air aberrant. C'était un langage très rare à l'époque, mais Landucci avait de l'autorité et il impressionnait Longchambon car il connaissait des parlementaires. Il est mort prématurément. C'était le type du patron éclairé, probablement sorti du rang. C'est lui qui avait fait accepter que Kodak se lance dans la fabrication de bandes magnétiques, un virage dont il était très fier. L'idée commune aux jeunes scientifiques et aux patrons de pointe était que l'Amérique avait un tonus énorme grâce à sa recherche industrielle, celle-ci étant efficace grâce à la formation supérieure de masse. Ponte nous a, lui aussi, encouragés et, par la suite, nous a aidés financièrement.

### **Le colloque de Caen (1956)**

A mesure que nous faisons des réunions de travail, nous nous sommes donc aperçus qu'en tirant sur un fil de l'écheveau "recherche scientifique", tout venait : l'Enseignement secondaire, les structures universitaires, le CNRS, la réforme médicale... Notre projet qui, au départ semblait limité, a débouché sur de véritables "États généraux" de la Recherche et de l'Enseignement supérieur scientifiques. Mendès France a constitué un comité de patronage parlementaire composé d'une quinzaine de membres : Jacques Soustelle, Jules Moch, Daniel Mayer,... qui a lancé des invitations.

Le colloque a eu lieu à la Toussaint 1956 à l'université de Caen, première université reconstruite après la guerre, un campus symbole du renouveau universitaire. Billères n'est pas venu. Le gouvernement était représenté par le secrétaire d'État à la Recherche, Hamadoun Dicko, Soudanais un peu pâlot de tempérament et noir de peau qui fut assassiné par la suite. Il y avait à la séance inaugurale tous les responsables d'organismes scientifiques : Julien Cain, Gaston Dupouy, Louis Armand, Francis Perrin, Pierre Auger. Il y avait aussi des bataillons de scientifiques, Monod, Jacob, Kastler, des physiciens, des médecins, mais assez peu de représentants des sciences humaines. C'était un rassemblement superbe. Mendès France a lu un discours que je lui avais préparé avec Monod, Lichnérowicz et Auger, et qu'il avait discuté et retouché. Il faut se souvenir que cela se passait au moment où l'économie française basculait, sortant de la période de reconstruction pour entrer dans une période qu'on pouvait penser de véritable croissance. Malgré l'inflation, c'était une période de démarrage. Le climat poussait à l'optimisme.

Une série de rapports de base avaient été envoyés d'avance aux participants, le principal ayant été préparé par André Lichnérowicz, Jacques Monod et Edmond Bauer. Après la séance inaugurale où les pontes ont parlé, les participants ont éclaté en commissions de travail, ce qui était très inhabituel (la technique même du colloque était rare à l'époque). Les travaux en commission ont duré deux jours sur la base des rapports préparatoires. On faisait un journal du colloque contenant le compte-rendu de chacune des commission qui était distribué tous les matins, dès sept heures dans les hôtels. C'était une grosse intendance. Après quoi s'est

tenue la séance plénière terminale présidée par Mendès France. Son intelligence et sa rapidité de négociation ont été superbes tandis que son expérience d'homme politique - sa capacité à manier une assemblée de deux cents personnes, recevant des propositions de cinq ou six commissions, les discutant - a fait merveille. Il y avait un train à six heures et demie que tout le monde devait prendre. On a terminé à temps et personne ne l'a raté. Tout les participants étaient sidérés.

En trois heures et demie, l'assemblée avait discuté, mis au point et approuvé un manifeste et ce que l'on a appelé "les dix points de Caen", c'est à dire les articles essentiels d'une politique combinée de la recherche et de réforme des enseignements supérieurs dont les deux axes étaient : "pour un plan décennal d'expansion" et "pour une autorité politique chargée de la recherche". Ces thèmes s'articulaient sur une vision mendésiste très vigoureuse, quantitative et patriotique :

1) Syllogisme d'action : il y a deux pays en mouvement, les États-Unis et l'Union Soviétique ; la France ne doit pas être à la traîne.

2) Les Américains et les Russes produisent massivement des ingénieurs et des chercheurs. *"La France ne dispose que d'élites raréfiées se transmettant, comme un flambeau, le privilège de la culture."*

3) Comment survivre et garder un rang, si nous laissons en friche les neuf dixièmes de nos réserves d'intelligence ? Réponse. *"Il s'agit de construire un système d'enseignement de masse, produisant une élite nombreuse de chercheurs et d'ingénieurs, en ouvrant aux couches populaires, ouvrières et paysannes, trop longtemps confinées sur elles-mêmes, l'accès à la culture, à la science et à la recherche."*(B. Girod de l'Ain)

La recherche scientifique s'emboîtait sur la perspective d'un enseignement supérieur démocratisé qui lui-même s'articulait sur un enseignement secondaire de masse. C'était une espèce de synthèse du radicalisme et du modernisme néo-libéral, à partir d'une interrogation critique, que les travaux préparatoires avaient inspirée et d'un constat d'immobilisme. Je cite les termes employés : *"l'immobilisme, la sclérose, les particularismes qui se sont perpétués, les féodalités qui se sont consolidées, d'autant plus acharnées parfois qu'elles étaient plus désintéressées."* C'est le vocabulaire tout-à-fait typique de nos manifestes, de nos colloques et de Mendès France lui-même à l'époque. *"Pourquoi tant de barrières entre grandes écoles et universités, entre facultés, entre cadres de la Recherche et de l'Enseignement. Comment justifier cette ossification des matières d'enseignement. Pourquoi cette muraille de Chine entre recherche fondamentale et industrie" ?*

### **Jacobins et libéraux**

Sur le plan de la doctrine, deux tendances étaient apparues à Caen qui correspondaient à deux niveaux de préoccupation et de réflexion. Il y avait d'une part le jacobinisme scientifique de Laugier, source d'inspiration indiscutable pour Mendès France qui voulait une structure politique forte pour la recherche, d'autre part, le néo-libéralisme - le mot aurait fait horreur si on l'avait prononcé - de Monod et des jeunes scientifiques, fascinés par les États-Unis et qui voulaient faire éclater les cadres "facultaires" pour imposer l'autonomie des laboratoires - on

ne parlait pas encore de départements - en leur donnant une autonomie administrative et financière, à un niveau aussi bas et aussi décentralisé que possible.

Ces deux tendances pouvaient paraître contradictoires. A ce sujet, Mendès France avait fait une déclaration de principe tout à fait intéressante : *"C'est d'ici que l'intervention du pouvoir politique s'impose. Seul désormais, il est en mesure de donner une impulsion suffisamment vigoureuse. Je n'ignore pas les craintes qu'éveillent, chez beaucoup de Français, la seule apparence du dirigisme, et vous seriez justifiés de vous élever, par avance, contre toute atteinte aux libertés universitaires et à la liberté du chercheur. Quant à moi, je ne conçois pas le rôle de l'État autrement, dans le domaine de la science, que je le conçois en matière économique. L'État doit exercer son rôle, qui est de décider et d'arbitrer. Il ne lui appartient pas de tout régenter, ni même de tout administrer. Son intervention doit s'exercer dans le sens de la plus grande liberté et, j'ajouterais, de la plus grande mobilité. C'est-à-dire qu'elle doit s'attaquer aux rouages inutiles, aux cloisons étanches, aux privilèges et aux féodalités de toute sorte, afin de permettre aux mécanismes de jouer plus librement, à tous les échanges, qui sont ceux de la vie, de s'effectuer sainement, à tous les hommes compétents d'être utilisés au service du pays, quelle que soit leur formation. Aux collectivités, aux établissements publics, aux sociétés nationales, aux universités, d'avoir leur part entière de responsabilité. Enfin aux entreprises et aux chercheurs privés, de miser sur le risque et d'en récolter les bénéfices"*.

Évidemment, c'était plus facile à dire qu'à réaliser, mais dans la perspective de l'époque, c'était très nouveau.

Dupouy, le directeur du CNRS, était intervenu à Caen où il avait parlé à la séance inaugurale, de façon concrète, sur des points limités. Il avait défini la notion d'"institut type", groupant cinquante à cent personnes autour de la notion de "seuil de moyens matériels" (l'idée de tels instituts était en fait inspirée par le physicien Louis Néel, alors en train de développer son Centre d'études nucléaires à Grenoble). Dupouy avait indiqué qu'il considérait comme souhaitable, et même nécessaire, que les chercheurs du CNRS participent à l'enseignement. Ce qui était aussi une idée de Monod et de Lichnérowicz. *"Il nous paraîtrait infiniment désirable que l'enseignement soit donné, par exemple, sous la forme d'une quinzaine de conférences annuelles par les chercheurs du CNRS, et qu'ils participent aux jurys d'examens pour les diplômes sanctionnant l'examen du troisième cycle."* Monod et Lichnérowicz étaient plus ambitieux à ce propos mais, venant du directeur du CNRS, c'était une manifestation d'ouverture.

La pièce maîtresse du colloque de Caen, sur laquelle il faut insister, a été le rapport Monod-Lichnérowicz-Bauer. Il était quantitativiste. La France n'avait pas les chercheurs et les ingénieurs qu'il lui fallait et l'orientation des étudiants était scandaleuse. Landucci soulignait le nombre des étudiants en facultés des sciences : 35 000 sur un total de 155 000 étudiants. La production d'ingénieurs et de chercheurs était très faible, environ 4 000 ingénieurs par an, alors qu'on considérait qu'il fallait arriver à 12 000 dans les dix ans. Il fallait, avait expliqué Monod, doubler en dix ans le nombre d'étudiants engagés dans les disciplines scientifiques fondamentales et multiplier par cinq le rapport enseignants-étudiants. Ce qui signifiait par conséquent décupler en dix ans l'encadrement professoral. Ce souci d'expansion a été la base de notre action pendant les quinze années

suivantes, jusqu'au jour où la croissance enfin réalisée, les débouchés ont commencé à se raréfier (c'est à dire à la fin des années 1960).

L'autre volet du rapport Monod-Lichnérowicz était consacré à la crise de la recherche fondamentale, due à l'insuffisance de moyens, à la médiocrité et à la précarité des carrières, mais aussi à la sclérose des structures, qu'il s'agisse de celles de l'enseignement ou de l'administration. D'où la conclusion proposant d'attribuer aux universités une autonomie beaucoup plus large, aussi bien morale qu'administrative et financière (on ne parlait pas encore d'universités autonomes, la formule fut lancée par Lichnérowicz en 1966). D'où les projets de supprimer les cloisons séparant les cadres enseignants des différentes facultés afin qu'on puisse passer de l'une à l'autre, d'articuler la recherche en instituts universitaires universitaires, c'est-à-dire de rompre le cadre des chaires, enfin, de doter le personnel du CNRS d'un statut.

Sur l'insuffisance des traitements des scientifiques, sur la précarité de la situation du chercheur du CNRS, tout le monde était d'accord, sauf le ministère des Finances, comme d'habitude. On citait des cas scandaleux : un contrat de journée d'ingénieur privé était payé 4500 francs contre un maximum de 1500 francs pour un professeur, etc. Des réalisations immédiates sont issues des réflexions de Caen : la prime de recherche, déjà évoquée, fut instituée par l'Éducation nationale en 1957.

On doit également parler du statut des chercheurs CNRS, qui est principalement l'œuvre de Jean Coulomb. En 1957, Jean Coulomb venait d'être nommé directeur-général à la succession de Dupouy. Il avait une sympathie préalable pour notre mouvement, d'autant qu'il était le cousin germain de Laugier, son aîné de quinze ans. Coulomb, qui aimait la jeunesse, nous a aidés dans tout ce que nous avons fait et j'ai beaucoup d'admiration et de respect pour l'un des rares hommes que j'ai vu noble en toutes circonstances. Coulomb, en introduisant au CNRS le statut des chercheurs (décrets de décembre 1959), faisait droit à une préoccupation exprimée à Caen par le pasteurien-syndicaliste Raymond Dedonder. Ce statut des chercheurs (modifié par une nouvelle vague de décrets en 1984) reste aujourd'hui le fondement de la professionnalisation de la recherche. C'est également à Coulomb qu'il revient d'avoir introduit au CNRS des mécanismes de coopérations entre laboratoires, destinés à casser l'individualisme outrancier des scientifiques français, que dénonçait en son temps Laugier, avec l'invention des "recherches coopératives sur programmes". Dès le début des années 1960, ces "RCP", en obligeant des équipes à se réunir autour d'objectifs scientifiques communs, devaient donner une nouvelle jeunesse au CNRS alors que les budgets de la recherche publique en hausse permettaient d'envisager l'avenir avec optimisme.

### **L'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique**

A la fin du colloque de Caen, avant qu'on ne prenne le train, Henri Malcor de la sidérurgie (I.R.S.I.D.) avait dit : "*Il faut continuer*", ce à quoi Mendès France avait répondu : "*Entendu. Constituez un comité permanent d'action*". C'est ainsi qu'un des députés mendésistes présents, Balliencour, a été bombardé président du comité permanent auquel Jules Moch a participé, ainsi que Monod, Lichnérowicz

et moi et deux représentants du privé : Malcor et Ponte. L'ancien doyen de la Faculté des Sciences de Paris, Albert Châtelet, a ensuite demandé à nous rejoindre.

Rentrés à Paris, nous avons su que Guy Mollet (le président du Conseil) n'avait guère apprécié le colloque et l'initiative de Mendès France. De même, au ministère de l'Éducation nationale, on faisait grise mine. Manifestement on trouvait que l'ancien président du Conseil s'était mêlé de choses qui ne le regardaient pas.

Nonobstant cela, Louis Weil, qui avait été présent au colloque, a lancé l'idée de tenir l'année suivante à Grenoble, un colloque sur les relations université-industrie. Weil a été jusqu'à sa mort en 1969, avec Monod et Lichnérowicz, l'un des trois animateurs du mouvement rénovateur. Weil passait pour le meilleur physicien français du froid. Il avait monté à Grenoble un remarquable Institut de promotion du travail avec le soutien de l'industriel Merlin-Gerin. Il avait un abattage exceptionnel, il était très entreprenant et s'était fait une espèce de "commis-voyageur" du parti du mouvement.

Le colloque de Grenoble s'est tenu du 3 au 5 octobre 1957. Jean Coulomb, tout nouveau directeur du CNRS, y a pris la parole. Ses propos ont été brefs mais comme toujours limpides : *"A l'heure actuelle, les relations que l'Université recherche avec l'Industrie ont en général un caractère clandestin. On en parle souvent, vous me pardonnerez l'expression, comme d'une maladie honteuse"*. La moitié du colloque de Grenoble a été consacrée à analyser des pratiques qui doivent passer aujourd'hui pour incroyables et à y chercher des remèdes : comment permettre à des laboratoires d'encaisser de l'argent venant du privé pour recruter des collaborateurs techniques ou des auxiliaires et pouvoir les payer sur contrats? Certains laboratoires avaient des caisses noires en dehors de toute légalité, mais ne pouvaient subsister sans elles. Une des recommandations du colloque de Grenoble a été de constituer des associations autour des universités (ce que la Cour des Comptes a condamné par la suite). On ne peut pas imaginer l'acuité du problème à l'époque. L'institut de promotion supérieure du travail de Weil à Grenoble, le plus gros centre de formation des adultes en dehors de Paris, a été monté dans le cadre d'une association-loi de 1901. Le grand accélérateur linéaire d'Orsay, créé par Hans Halban, ne pouvait fonctionner qu'avec des crédits au noir et grâce à l'aide américaine. Halban a envoyé ma femme - qui était administrateur de son laboratoire- faire la quête auprès des fondations américaines. Grâce à quoi, il a pu faire venir des savants étrangers et donner des compléments de salaires à ses collaborateurs techniques. En 1962, quand le successeur d'Halban a cru devoir mettre fin à ce système, l'équipe s'est désintégré. C'est dire combien les structures en place et les rigidités administratives ne permettaient pas de trouver de solutions à ce qui était une nécessité pour la recherche.

C'est au colloque de Grenoble qu'on a parlé, pour la première fois, de "département d'enseignement" et Laugier, qui était présent, a appuyé Lichnérowicz. Je voudrais signaler par ailleurs un détail assez curieux : Bull avait envoyé un représentant au colloque; cela nous donné l'occasion de voter une recommandation pour que le Centre de documentation du CNRS s'automatise, ce qui était précoce en 1957.

Alors que le colloque battait son plein, nous avons appris la nouvelle du lancement du premier Spoutnik par les Russes, le 4 octobre 1957, nouvelle qui a fait sensation. Pour Mendès France, c'était une éclatante justification de toute cette activité. En rentrant à Paris, il a rédigé une proposition de résolution qu'il a déposée sur le bureau de la Chambre, demandant que le gouvernement dépose un plan quinquennal de développement de la recherche scientifique avant l'échéance de juin 1958 (!). Il considérait qu'il s'agissait d'une priorité nationale dont la guerre d'Algérie ne devait pas détourner les Français. Sa proposition de résolution n'a jamais été discutée, même en commission. Entre temps, avaient eu lieu les événements politiques que l'on sait.

Il s'était ainsi constitué un véritable parti du mouvement en matière de recherche et de réforme de l'enseignement, dont le groupe de Caen formait le noyau. Nous avons décidé de transformer le comité en association, ce qui a été fait au début de 1959. Nous avons mis un an à négocier la création de cette association que nous voulions oecuménique. Nous avons obtenu qu'y adhèrent le Mouvement national pour le développement scientifique (le M.N.D.S. était un groupement que Zamanski avait créé à la Faculté des Sciences de Paris et à Orsay), l'Association nationale de la recherche technique, qui commençait à devenir importante, les syndicats (F.E.N., S.G.E.N.), l'Association des parents d'élèves des lycées et collèges, la Confédération nationale de la mutualité du crédit et de la coopération agricole. Lauré, secrétaire général de la F.E.N., et Paul Vignaux, secrétaire général du S.G.E.N., ont accepté d'être membres élus au conseil de direction. En octobre 1959, le C.N.P.F. a adhéré et a désigné Maurice Ponte pour le représenter (il était l'un des membres fondateurs de l'Association).

Ainsi est née l'Association d'Étude pour l'Expansion de la Recherche Scientifique - connue sous le sigle de l'A.E.E.R.S. - dont le président était Pierre Donzelot, professeur au Muséum et ancien directeur de l'Enseignement supérieur; les vice-présidents : André Lichnérowicz et André Cheradame, le trésorier Maurice Ponte. Simultanément a été lancée la revue trimestrielle, *L'Expansion de la recherche scientifique*, avec Pierre Auger comme président nominal du comité de rédaction et Bertrand Girod de l'Ain, alors chef de la rubrique de l'Éducation nationale au quotidien *Le Monde*, comme rédacteur en chef. Nous avons pris pour modèle, mais dans une optique politique très différente, le *Bulletin of the Atomic Scientists*, américain. La revue de l'A.E.E.R.S. a existé jusqu'en 1968 avec un tirage de deux mille exemplaires.

Le bureau de l'Association et ses porte-parole répugnaient à être considérés comme un lobby scientifique. Nous voulions être un lieu de rencontre et surtout une association d'étude, c'est-à-dire permettre à de libres propositions de se dégager à travers de libres discussions. Toutes les fois que se posait une question sur laquelle il n'y avait pas unanimité du bureau, on la présentait aux pouvoirs publics au nom des auteurs et non à celui de l'Association. Ainsi s'est constituée une espèce de société de pensée qui a rassemblé jusqu'à un millier d'inscrits et dont les colloques ont eu un retentissement croissant (500 participants au colloque d'Amiens en 1968). Pour chacun, un an de préparation était nécessaire, avec groupes et documents de travail, suivi de discussions en commissions lors des colloques (les commissions royales britanniques nous avaient servi de modèle).

## La recherche, une belle continuité entre Républiques

Les années 1958-1959 ont été pour l'A.E.E.R.S. l'occasion d'une très curieuse consécration. Sans le vouloir, l'Association et son groupe dirigeant se sont trouvés, du jour au lendemain, devoir exercer une influence considérable. C'est un phénomène singulier dans l'histoire des décisions en matière de politique scientifique. En réalité, la Cinquième République naissante a bénéficié de ce qu'avait préparé la Quatrième. C'est ainsi qu'en matière de réforme de l'enseignement du second degré, le ministre Berthoin a utilisé ce qu'avait préparé son prédécesseur de la Quatrième République, Billères. La réforme des études médicales du professeur Debré était prête, il fallait l'imposer ce qu'a pu faire Michel Debré, le Premier Ministre son fils. De même, en matière de politique de la recherche, la Cinquième a repris à son compte l'ensemble du projet élaboré à Caen. Tout ce que Mendès France avait conçu, sans jamais rien obtenir des gouvernements de la Quatrième, a été repris par le nouveau régime. Cela lui fut un sujet de fierté mêlée d'amertume. Les nouvelles équipes gaullistes n'avaient aucun projet éducatif quand elle sont arrivées au pouvoir, quant à la recherche !... Du jour au lendemain, les contacts ont donc joué entre gaullistes sociaux et mendésistes (les gaullistes sociaux, pour certains, étaient les mendésistes de la veille). Les deux milieux s'interpénétraient et c'est seulement à partir de 1959 que le fossé s'est vraiment creusé de façon irrémédiable entre Mendès France et de Gaulle.

En juin 1958, Malraux, ministre délégué auprès du président du Conseil, avait été chargé de quelques problèmes spécifiques : la jeunesse, les questions culturelles, le rayonnement français et la recherche scientifique. Pendant quatre ou cinq mois, Malraux s'est occupé de la recherche scientifique en raison de la présence, dans son cabinet, de Geneviève Anthonioz-de Gaulle. Ancienne déportée, elle connaissait Zamanski et Bauer et était très au courant de nos efforts. Elle a convaincu Malraux de l'importance de la question de la recherche scientifique. Celui-ci, en attendant qu'un ministre soit officiellement chargé de ce domaine, l'a pris directement en charge. Il a constitué un groupe de travail occulte, présidé par Alfred Sauvy, puis nous a convoqués à tour de rôle. On nous a demandé de préparer un projet de décret instituant une autorité de la recherche. Ce ne pouvait pas être un ministère de la Recherche, la structure du gouvernement ne le permettant pas ; d'où l'idée d'un haut-commissariat, flanqué d'un comité consultatif de sages avec droit de regard sur tous les crédits ministériels. Zamanski était proposé pour le poste de haut-commissaire. Geneviève Anthonioz est allée porter le projet à Pompidou, directeur du cabinet du Général, qui s'est exclamé : *"Ce dispositif est hors de question. Pas un ministre n'acceptera que ses crédits soient soumis au contrôle d'un Haut-commissaire"*. Tout semblait donc compromis. Mais l'affaire a été reprise en mains par le ministre Louis Jacquinot qui avait été officiellement investi du dossier de la Recherche scientifique.

Nous avons de nouveau été consultés par l'équipe Jacquinot. Deux tendances se sont fait jour parmi nous : Sadron, grand chimiste universitaire, souhaitait que le préposé à la recherche s'appuie sur une sorte de Parlement des scientifiques, nouvelle version du Conseil supérieur de la Recherche de

Longchambon; Lichnérowicz, comme Laugier, craignait qu'une telle forme de démocratie scientifique au sommet ne soit cause d'anarchie.

La solution Jacquinet, entérinée par des décrets de novembre 1958, resta modeste et prudente. On se borna à créer un Comité interministériel de la recherche composé de ministres, auquel était associé un Comité consultatif de "douze sages" (CCRST). Pas de haut commissaire, mais un Délégué Général auprès du Premier Ministre - ce fut Pierre Piganiol. Il n'avait d'autre attribution, au départ, que d'assurer le secrétariat des deux comités. Quand la nouvelle instance fut présentée en conseil des ministres, le général de Gaulle remarqua : "*Il manque une fusée à tout ça ! Qui sera l'entraîneur pour les décisions de la France de demain en matière de recherche scientifique ?*"

Pierre Piganiol était un membre de l'A.E.E.R.S. : normalien, agrégé de physique, chef du service des études et recherches de Saint-Gobain, résistant. Lichnérowicz a été nommé au Comité consultatif (CCRST), dont près de la moitié des membres étaient originaires de notre équipe (le polytechnicien M. Letort, les physiciens P. Aigrain et M. Ponte, le géographe R. Dumont, le professeur J. Bernard, l'historien L. Chevalier, le mathématicien P. Germain, le chimiste C. Sadron, R. Latarjet spécialiste de la radioactivité, P. Taranger du C.E.A. et F. Trombe du CNRS). Nous avons voulu être un groupe de pensée et brusquement nous étions devenus un groupe d'influence. De son côté, le mathématicien Pierre Lelong avait un rôle capital à l'Élysée comme conseiller scientifique du président de la République.

Piganiol a monté mené son affaire avec talent et habileté. Il avait le titre de Délégué Général mais il n'y avait pas de Délégation Générale. Il se donna pour tâche de la créer, de l'imposer comme autorité centrale et en même temps de dynamiser la recherche par le biais financier. Un virage a été pris en février 1959 quand il a obtenu des Finances une circulaire aux termes de laquelle chaque ministère devait faire connaître au secrétariat du Comité interministériel son projet de budget pour 1960. Puis, dans l'été, il a été associé aux discussions budgétaires. Ce qu'on allait appeler "l'enveloppe recherche" qu'il a réussi à faire approuver était supérieure de soixante millions au total des demandes présentées par les différents ministères. Ainsi, pour la première fois, s'amorçait une coordination de l'ensemble de la recherche : le nouveau Délégué Général à la Recherche scientifique et technique devenait *ipso facto* l'instance interministérielle de politique scientifique que n'avaient pu installer les régimes antérieurs. Laugier trouvait que c'était insuffisant et a publié plusieurs articles réclamant la création d'un vrai ministère de la Recherche. Mais Piganiol, en dix-huit mois ou deux ans, a réussi à édifier une vraie Délégation Générale (DGRST). Son autorité a été d'autant plus forte qu'il a très vite obtenu de gros crédits et l'expansion a été générale. L'"enveloppe recherche" de 1958 était de 13,7 milliards de francs ; en 1959, de 17,3 milliards ; en 1960, de 23,3 milliards. Soit de 1958 à 1960, presque dix milliards d'augmentation. Tout le monde en a bénéficié, même si, selon nous, les universités en ont tiré un moindre profit. Les principaux bénéficiaires ont été le CNRS, l'Institut national d'hygiène (qui devient INSERM en 1964) et la recherche agronomique. De plus, il y a eu la création d'un Fonds national de la Recherche mis à la disposition de Piganiol, destiné à alimenter des "actions concertées" ou à créer de nouveaux instituts. Quantité d'autres mesures que nous avons proposées ont été adoptées : les rapports annuels sur la situation de la recherche et le rapport

de conjoncture du CNRS, les équivalences de diplômes pour les Polytechniciens, etc.

L'une des questions discutées en coulisse concernait l'avenir du CNRS, car il avait, de par son statut, un bon nombre d'attributions que s'arrogeait la Délégation Générale : cela pouvait être source de conflits. Fallait-il le maintenir entier ou le partager en instituts ? Devait-on le confiner dans ses laboratoires propres ou maintenait-on son rôle d'injecteur de crédits dans l'enseignement supérieur ? Grâce à l'influence de Coulomb (et peut-être de Laugier) qui plaidait pour la voie classique, il n'y a pas eu beaucoup d'hésitations à ce sujet. De plus, dans la mesure où les universités ne disposaient encore que de crédits propres modestes pour la recherche, cela donnait au CNRS un pouvoir accru sur elles. Lichnérowicz trouvait cela choquant et cela inquiétait aussi Piganiol. Ce dernier estimait, par exemple, que la distribution de crédits faite par le CNRS devrait être plus sélective (ce qui a été réalisé en partie avec l'invention des "laboratoires associés" en 1966).

### **Le mendésisme, une postérité difficile**

Bien entendu, nous tenions Mendès France au courant de nos contacts. Quand l'association avait été créée, au début du 1959, il avait choisi d'être membre du comité de patronage - comme trois autres anciens présidents du Conseil, Ramadier, Reynaud et Pinay, - mais non membre actif. Il considérait le mouvement pour l'expansion de la recherche scientifique comme une cause nationale, il l'avait voulu oecuménique et tenait à ce qu'il le reste. Lui-même continuerait à être tenu au courant, à faire part de ses réflexions, viendrait quand on le lui demanderait, mais cela devait rester une affaire nationale. Évidemment, il y a eu une certaine ambiguïté autour du rôle de l'A.E.E.R.S. Tout le monde connaissait mes rapports avec Mendès France et j'étais secrétaire général de l'association. Si l'ensemble des ministres étaient disposés à recevoir des réflexions et des propositions de notre part, quelques uns répugnaient à toute "collusion mendésiste". Lorsque nous avons organisé un colloque sur "la recherche scientifique dans la Communauté française", à Dakar et à Abidjan en décembre 1959, il s'est trouvé un ministre pour s'opposer, avec une remarquable inélégance, à ce que Mendès France y participe. Nous étions résolus à tout annuler et à dissoudre l'association. Mais comme il jugeait ce colloque très important pour l'avenir politique et scientifique de la Communauté française, Mendès France a exigé que nous le maintenions. Nous avons seulement renoncé à toute participation d'hommes politiques.

La rencontre et les débats avec les représentants des États africains francophones et de Madagascar ont été une énorme entreprise. Bien que le gouvernement n'ait pas donné un sou de subvention, j'ai trouvé un financement qui m'a permis d'affréter un DC-6 et un Super-constellation pour emmener à Dakar et à Abidjan, les directeurs du CNRS, du Muséum, de l'ORSTOM et les patrons de tous les instituts de recherche intéressés par l'Afrique. Quand nous avons décollé, j'étais à côté de Coulomb qui m'a dit : "*Si un des avions tombe, cela fera de l'avancement dans la recherche*". L'opération a été un grand succès que Michel Debré, alors Premier Ministre, a apprécié. Ce dernier a d'ailleurs été,

durant cette période, un des rares homme politique, avec Mendès France, qui se soit sérieusement intéressé aux problèmes et de la recherche et de la promotion du travail. Il a efficacement soutenu Piganiol.

L'A.E.E.R.S. a continué à organiser une journée d'étude ou un colloque par an environ. En 1960, une journée d'étude sur la promotion supérieure du travail, que Michel Debré a clôturée; puis un colloque Université-Agriculture à Montpellier, en 1962-1963. Les deux grosses opérations suivantes ont été le second colloque de Caen sur l'enseignement supérieur scientifique et la recherche en 1966, que Mendès France a ouvert et que le ministre Christian Fouchet a clôturé, et un colloque sur la rénovation des enseignements du second degré à Amiens en 1968.

C'est au second colloque de Caen (1966) qu'André Lichnérowicz a fait son rapport "Pour des Universités", dans lequel il demandait la suppression du cadre facultaire, la mise en place d'universités autonomes, la double structure département d'enseignement-département de recherche, la suppression des chaires. On a voté une recommandation pour la création de trois universités expérimentales : "*Création, dite expérimentale, dans le cadre de la planification nationale, d'universités publiques, autonomes, compétitives, diversifiées ne disposant d'aucun monopole sur une aire géographique*". Le modèle a eu quelque prolongement puisqu'il a en grande partie inspiré la loi d'orientation (E. Faure) de 1968. Monod y a joué un rôle dans des conditions qui n'étaient évidemment pas les meilleures. En fait la doctrine élaborée au second colloque de Caen comportait beaucoup d'équivoques. Un certain nombre de problèmes n'avaient pas été clarifiés, la notion de "département universitaire" restait ambiguë, celle d'autonomie des universités était encore plus incertaine. La relation avec le CNRS n'était toujours pas très satisfaisante; Lichnérowicz avait mis en cause cet organisme (il prônait des universités plus maîtresses de leurs crédits et de leurs décisions scientifiques), mais on n'a pas approfondi cette réflexion et c'est dommage.

L'autre grande équivoque concernait le problème de la sélection qui couvait depuis le début des années 1960 sans qu'on ait réussi à l'aborder de front. Laurent Schwartz était très sélectionniste ; Louis Weil considérait qu'il fallait que les universités soient de qualité, et pour ce faire, que les premiers cycles soient autonomes, diversifiés et "maîtres de leur seuil" (il considérait en revanche que la sélection à l'entrée des instituts universitaires de technologie était un contresens). Mais le deuxième colloque de Caen a vu l'intervention de groupes de pression universitaires qui n'existaient pas dans le premier.

La dernière manifestation importante de l'A.E.E.R.S. a été le colloque d'Amiens sur les enseignements du second degré. Un incident curieux s'est produit avec l'intervention d'Alain Geismar, secrétaire du syndicat de l'Enseignement supérieur (SNEsup), qui a déclaré en présence d'Alain Peyrefitte, son ministre, "*Si vous ne faites pas la révolution à l'intérieur de l'Enseignement, nous la ferons dans la rue*". On était à deux mois de mai 1968...

Après la crise de 1968, nous avons essayé de rétablir le dialogue. Pendant tout l'été, Jacques Monod a été très actif auprès d'Edgar Faure et l'A.E.E.R.S. a continué d'organiser des colloques jusqu'en 1973. Mais la grande époque était révolue. En fait, si pendant quinze ans, ce que nous avons demandé avait pris corps, il est évident que cela n'aurait été possible que par un large consensus réalisé

à la faveur de l'expansion générale des années 1950 et 1960. La décennie suivante allait malheureusement se révéler celle de la crise.